

# Jérôme Clément: « Il ne suffit pas de répéter qu'on aime la culture »

L'ancien patron d'Arte, qui vient de démissionner du Théâtre du Châtelet, juge la politique culturelle de la gauche.

**Le Point:** Y a-t-il aujourd'hui encore une différence entre la gauche et la droite sur le plan culturel?

**Jérôme Clément:** C'est une bonne question. Il y a une différence avec la droite, même si elle est moins perceptible que dans les années 80, et fondamentale avec l'extrême droite, qui se replie sur une culture identitaire, un certain folklore et la fermeture à l'autre. Ce n'est bien sûr pas l'apanage de la gauche d'avoir une politique culturelle intelligente. Mais la culture a été une de ses préoccupations majeures et elle fait partie de son ADN. L'inquiétude d'aujourd'hui porte sur la faiblesse du discours politique et sur l'affaiblissement du rôle de l'Etat et des collectivités locales.

**La gauche a-t-elle trahi la culture?**

Nous sommes dans une période de grands bouleversements marquée par une réduction du rôle de l'Etat et de ses moyens financiers. C'est une révolution pour le modèle culturel français. On a de grands établissements culturels qui ont une mission de service public et une culture d'entreprise très forte. On leur demande, en réduisant les subventions, de changer, sans réfléchir suffisamment à quoi ressemblera le nouveau modèle. Or cela se prépare. Evidemment, si on précipite les choses et si on ne travaille pas à l'élaboration d'une vraie stratégie de service public, on aboutit à des crises. Radio France en est un parfait exemple. Ces problèmes sont souvent masqués soit par une mauvaise compréhension des enjeux, soit par un discours politique langue de bois qui se heurte à la réalité des faits. Il ne suffit pas de répéter qu'on aime la culture – ce qui d'ailleurs n'est plus si fréquent –, encore faut-il en apporter les preuves.

**Mais quelles sont les solutions?**

Soit on finance une création de qualité ouverte au plus grand nombre, qui, par définition, n'est pas rentable. Soit on

estime que les collectivités publiques n'en ont plus les moyens, ce qui peut se concevoir, même si je pense que c'est une erreur. C'est un choix politique, mais il faut le dire. Or, aujourd'hui, on ne choisit pas vraiment. Il n'y a pas de débat de fond sur ces sujets. Personnellement, en tant qu'homme de gauche, je pense que c'est le rôle de l'Etat de tenir un axe fort qui ne se préoccupe pas principalement de la rentabilité des œuvres ou des spectacles.

**Pourquoi la culture devrait-elle se situer hors du marché?**

Voyez les théâtres privés, qui ne proposent pas les mêmes spectacles que les théâtres publics. Ils peuvent proposer d'excellents spectacles, mais le prix des places est élevé et l'audace est rarement la même. J'ai vu récemment « Thé à la menthe ou t'es citron », c'est un très joyeux moment. Mais, si je vais à la Comédie-Française ou à l'Odéon, je vais voir des spectacles qui sont certes plus exigeants, mais qui relèvent d'une autre mission. Luc Bondy n'aurait ainsi pas pu monter son remarquable « Ivanov » dans un théâtre privé, car c'est trop cher et trop compliqué à mettre en scène.

**Il se dit que François Hollande n'est guère passionné par la culture...**

Ce que l'on constate aujourd'hui, c'est que la priorité est à l'économie et à la sécurité. Le reste semble secondaire. Or je pense que la culture est une réponse à la crise. L'homme n'est pas seulement *Homo œconomicus*. Il ne se définit pas uniquement par ce qu'il consomme, épargne et produit. Il a aussi envie de rêver, de voir de belles choses. Quoi de plus important que la beauté? Que l'état de grâce d'un moment de musique? Or je trouve qu'en ce moment on réduit bien trop le destin de l'homme à un rôle strictement utilitaire. Alors que, dans une époque marquée par la montée des intégrismes, on a plus que jamais besoin d'une spiritualité laïque qui rassemble des collectifs.



Jérôme Clément

est l'ancien président-fondateur d'Arte et le président de la Fondation Alliance française.

« Aujourd'hui, la priorité est à l'économie et à la sécurité. Le reste semble secondaire. »

**On constate que les hommes politiques ont de moins en moins un profil littéraire ou culturel...**

La place de la culture générale et des humanités dans la formation des élites s'est considérablement réduite, et cela a des conséquences. Mitterrand, par exemple, était immensément cultivé, ce qui a donné un personnage politique qui avait une vision historique du monde, une épaisseur par rapport aux drames humains, une distance face à la pression des événements. Cela manque beaucoup aujourd'hui... Nicolas Sarkozy a beau déclarer que « la culture est une réponse à une crise », on a vu que ce n'était pas ce qu'il a mis en œuvre durant son mandat.

**Que pensez vous de l'action de Fleur Pellerin ?**

On attend d'un ministre de la Culture qu'il ait un projet politique. Fleur Pellerin connaît très bien ses dossiers et défend parfaitement les positions sur les droits d'auteur à Bruxelles, c'est important. Mais, ce qui est encore plus important, c'est la question du sens. Il faut une voix qui porte pour être entendu. Malraux avait une conscience aiguë de la façon dont l'action culturelle s'inscrit dans une dimension intemporelle. Mitterrand inscrivait la culture au cœur du projet politique et historique des peuples. Jack Lang l'avait bien mise en œuvre, et Catherine Tasca aussi pour l'éducation artistique.

**Votre nom avait circulé avant sa nomination...**

Cela fait un certain temps que mon nom circule. Je suis le Poulidor de la culture (*rires*).

**De Michel Onfray à Christophe Guilluy en passant par Emmanuel Todd ou Alain Finkielkraut, n'y a-t-il pas aujourd'hui un divorce entre la gauche et les intellectuels ?**

Non. Qu'il y ait des critiques d'intellectuels à l'égard du pouvoir me paraît normal et sain dans une démocratie. Mais les exemples que vous citez ne sont pas significatifs. Il est beaucoup plus intéressant aujourd'hui de savoir ce que pensent les chercheurs des nouvelles générations, ces intellectuels qui sont dans la recherche publique et travaillent sur l'évolution de la société. De même que la gauche doit être aux avant-postes pour soutenir la culture, elle doit l'être pour défendre les chercheurs et tous ceux qui réfléchissent à l'avenir de nos sociétés. Si elle ne le fait plus et se contente de gérer, alors il y a grand danger.

**Arte, que vous avez fondée à la fin des années 80, est devenue très tendance et réussit de belles audiences.**

**Est-ce un modèle à suivre ?**

Arte tient sa ligne. Je suis heureux de voir cet héritage brillamment repris par Véronique Cayla, même s'il ne faut pas être obsédé par les gains d'audience. Ce qui est important, c'est que la ligne éditoriale soit respectée. Il suffit de voir les succès des programmes dans les différents festivals. En fictions, il y a eu des choses extraordinaires : « Borgen », « P'tit Quinquin », « Ainsi soient-ils »... et bien d'autres auparavant qui ont marqué une génération. C'est un bon exemple, qui résume bien ce que je vous ai dit. Il faut de la volonté, de l'audace et de la ténacité. Mais on ne gagne pas tout de suite. Aux débuts d'Arte, personne n'y croyait. *Le JDD* avait même titré « Arte, la langue de Goebbels ». Il faut

« Bien gérer, c'est indispensable. Est-ce suffisant quand on a la responsabilité de l'imaginaire collectif ? »

du temps pour avoir une vision de son entreprise et ne pas uniquement traiter les problèmes du quotidien. De même, si un président de Radio France ou de France Télévisions veut imposer une ligne éditoriale, cela demande deux ou trois ans de mise en place. Il faut dix ans pour réussir. Voilà pourquoi le changement permanent de dirigeants dans le service public est une catastrophe. Rémi Pflimlin avait par exemple bien géré France Télévisions sur le plan des ressources humaines – il n'y a pas eu de grève sous son mandat – et est resté dans les clous en ce qui concerne le budget. Mais le CSA ne l'a pas reconduit. Comme il n'avait reconduit ni Jean-Paul Cluzel ni Jean-Luc Hees. Je note aussi que, dans les critères pour désigner un nouveau président d'une chaîne ou d'une radio publique, plus personne ne parle de culture, alors que c'est essentiel de ne pas choisir que des gestionnaires ou des chasseurs de subventions. Bien gérer, c'est indispensable. Est-ce suffisant quand on a la responsabilité de l'imaginaire collectif ?

**L'exception culturelle n'est pourtant pas toujours à notre avantage. La France, contrairement à la Grande-Bretagne ou aux pays scandinaves, peine à produire des séries ambitieuses qui connaissent un succès mondial...**

Vous avez raison. C'est peut-être parce qu'on a tellement privilégié le cinéma ! On sait faire 200 films par an, et parmi eux de très bons films qui ont du succès dans le monde entier, mais, pour les séries, on n'a pas des processus de fabrication et des dispositifs économiques aussi efficaces que dans d'autres pays. Ce n'est pas parce qu'on a des scénaristes moins bons qu'ailleurs. Pour l'instant, on ne possède tout simplement pas la culture pour ce faire.

**L'exception culturelle n'est-elle pas un combat perdu d'avance face à des géants numériques comme Amazon ou Netflix ?**

C'est un combat permanent, qui a toujours existé. La sphère commerciale est beaucoup trop envahissante, comme on l'a d'ailleurs bien vu à Bruxelles, où tout n'a été abordé que sous l'angle du droit de la concurrence. Il faut résister, comme Hachette face à Amazon. Mais on ne peut pas se réclamer d'une diversité culturelle – en opposition à une culture américaine jugée dominante – et considérer que c'est un combat archaïque. Il faut mettre des freins au libéralisme, préserver certains domaines du marché. C'est pourquoi j'en appelle à tous les acteurs de la culture pour se mobiliser dans cette bataille qui ne sera perdue que si l'on ne veut pas la mener. Ce combat est fondamental pour le rôle de l'homme dans la société. La culture aide à vivre et fait comprendre son temps ■ PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS MAHLER